

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 16

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

Après le paragraphe 4, insérer le paragraphe suivant :

5. Le Conseil européen tient ses réunions dans l'un des pays de l'Union, par rotation semestrielle.

Explication éventuelle :

Il s'agit par cet amendement de renforcer l'implication successive des États membres dans l'organisation des réunions du Conseil.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 17 bis

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

Article 17 bis

Remplacer le texte du paragraphe 6 par le texte suivant :

"La présidence du Conseil des Ministres est exercée conjointement par trois États membres par périodes successives de 18 mois, suivant une liste établie par le Conseil européen en tenant compte des équilibres politiques et géographiques européens et de la diversité de tous les États membres. Dans le cadre de cette présidence conjointe de 18 mois, la présidence du Conseil Affaires générales et celle du Conseil législatif sont exercées par un même État membre pour une période de 6 mois selon un principe de rotation entre les trois États membres exerçant la présidence conjointe. Les présidences des autres conseils sont attribuées, pour 18 mois, sur la base d'un accord entre les trois États membres, qui doit tenir compte des différents équilibres européens".

Explication éventuelle :

La présidence du Conseil des Ministres doit être plus stable et, dans le même temps, l'implication successive des États membres qui permet la rotation doit être maintenue.

Par ailleurs, il faut consacrer l'existence d'un Conseil législatif distinct et assurer la nécessaire fonction de coordination du Conseil. Il s'agit donc, par cet amendement, d'assurer à la présidence du Conseil des Ministres, à la fois, une plus grande stabilité que dans le système actuel, et par les présidences par équipe, de permettre l'implication successive des États membres. Il y aura au sein de la coprésidence, une présidence de la coprésidence pour une durée de 6 mois, assurant dans le même temps la présidence du CAG et du Conseil législatif, ce qui permet une bonne coordination du Conseil des Ministres pris dans son ensemble.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 17 ter (nouveau)

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

Après l'Article 17 bis :

Insérer l'article suivant

Article 17 ter (nouveau)

"L'Eurogroupe réunit au niveau ministériel les représentants des États membres ayant adopté la monnaie unique. La présidence est attribuée pour une période de deux ans et demi par un accord à la majorité qualifiée des membres".

Explication éventuelle :

Il est indispensable d'assurer la stabilité de la présidence de l'Eurogroupe et d'officialiser son existence.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 24

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

Compléter ainsi le paragraphe :

"Les accords relatifs au commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre l'Union et ses États membres. En conséquence, leur négociation requiert, outre une décision communautaire prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article 300, le commun accord des États membres. Ces accords ainsi négociés sont conclus conjointement par l'Union et ses États membres".

Explication éventuelle :

Compte tenu de la nature particulière du commerce dans les domaines des services culturels et audiovisuels, des services sociaux d'éducation et de santé humaine, les accords internationaux les concernant doivent continuer à relever de la compétence partagée et de la procédure de l'unanimité.